

## PRÉFET DE LA SAVOIE

Direction départementale  
de la cohésion sociale  
et de la protection des populations

Service protection et santé animales  
et installations classées  
pour la protection de l'environnement

### ARRÊTE PRÉFECTORAL portant mise en demeure

**Société KALIAKOUDAS ET FILS**  
**Commune de LA BATHIE**

#### LE PRÉFET DE LA SAVOIE

*Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,*

VU le code de l'environnement et notamment son article L. 171-8 ;

VU l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux) ;

VU l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> octobre 1993 autorisant M. Georges REIGNIER à exploiter notamment un centre de tri, transit et regroupement de déchets métalliques non dangereux et une installation de stockage de véhicules hors d'usage sur la commune de LA BATHIE ;

VU la décision du ministère de la justice en date du 16 janvier 2012, autorisant M. Georges REIGNIER à changer son nom en KALIAKOUDAS ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 juin 2018 portant agrément du centre VHU N° 73000011D ;

VU le rapport de visite de l'inspecteur des installations classées du 15 juin 2020 établi suite à une visite d'inspection du 9 juin 2020 et transmis à l'exploitant par courrier du 17 juin 2020 dans le cadre de la procédure contradictoire ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite du 9 juin 2020 il a été constaté l'absence de regards de prélèvements des effluents rejetés au milieu naturel, en contradiction avec les dispositions de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 ;

**CONSIDÉRANT** qu'en l'absence de regards de prélèvements, il a été constaté que la société KALIAKOUDAS n'effectue pas le contrôle annuel des eaux de ruissellement susceptibles d'être polluées et rejetées au milieu naturel, prévu par l'article 20 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 ;

**CONSIDÉRANT** que l'absence de contrôle annuel de ces eaux ne permet pas de se prononcer sur leur conformité et sur un impact potentiel sur l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite du 9 juin 2020, il a été constaté que le site n'est pas équipé de vannes permettant d'isoler le réseau de collecte des effluents du site avec le réseau extérieur, contrairement aux dispositions de l'article 25- V de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 ;

**CONSIDÉRANT** que l'absence de vannes d'isolement du réseau de collecte intérieur du site avec l'extérieur, prévu par les dispositions de l'article 25-V de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012, est susceptible d'aggraver les dommages causés au milieu naturel en cas d'incendie ou de fuite accidentelle de liquide polluant sur le site ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite du 9 juin 2020, il a été constaté que la totalité des fluides issus de la dépollution des VHU n'était pas positionnée sur rétentions, telles que prévues au point N°10 du cahier des charges joint à l'agrément N° PR 73000011 délivré par l'arrêté préfectoral du 19 juin 2018 ;

**CONSIDÉRANT** que l'absence de mise en place de rétentions sous la totalité des contenants de fluides issus de la dépollution des VHU, telles que prévues au point N°10 du cahier des charges joint à l'agrément N° PR 73000011 délivré par l'arrêté préfectoral du 19 juin 2018, est potentiellement préjudiciable au milieu naturel en cas de fuite accidentelle de ces contenants ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite du 9 juin 2020, il a été constaté l'absence de vérification annuelle de la conformité des installations électriques, contrairement aux dispositions de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 ;

**CONSIDÉRANT** que l'absence de vérification annuelle de la conformité des installations électriques, telle que prévue par les dispositions de l'article 18 du 26 novembre 2012, est un facteur de risque susceptible de déclencher un incendie ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite du 9 juin 2020, il a été constaté l'absence de détecteurs de fumée dans les locaux techniques, contrairement aux dispositions de l'article 19 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 ;

**CONSIDÉRANT** que l'absence de détecteurs de fumées dans les locaux techniques, tels que prévus par les dispositions de l'article 19 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012, est susceptible d'aggraver les conséquences d'un incendie sur le site, dans la mesure où cela retarderait le moment de l'alerte ;

**SUR** proposition de madame la Secrétaire générale de la préfecture de la Savoie,

## **ARRÊTE**

### **Article 1**

La Société KALIAKOUDAS et FILS, représentée par son président M. Georges KALIAKOUDAS et dont le siège social est établi au lieu dit « les Vernays » - 73540 LA BATHIE (SIREN 814 042 685), exploitant notamment une installation de tri, transit et regroupement de déchets métalliques non dangereux et un centre VHU au sein de son établissement situé à la même adresse, est mise en demeure, **dans un délai de trois mois**, de :

- Justifier de la réalisation de regards de prélèvements d'échantillons d'eaux de ruissellement susceptibles d'être polluées conformément aux dispositions de l'article 15 de l'AM du 6/6/2018 ;
- Justifier de la réalisation de mesures de concentrations des polluants présents dans les eaux de ruissellement susceptibles d'être polluées conformément aux dispositions de l'article 20 de l'AM du 6/6/2018 ;
- Justifier de la mise en place des vannes d'isolement du réseau de collecte intérieur des effluents du site vis-à-vis du milieu naturel aux deux points de rejet, conformément aux dispositions de l'article 25-V de l'AM du 26/11/2012 ;
- Justifier de la mise sur rétention de la totalité des fluides issus de la dépollution des VHU conformément au point N°10 du cahier des charges joint à l'agrément VHU N° PR 7300011D ;
- Justifier de la réalisation de la vérification de la conformité des installations électriques, conformément aux dispositions de l'article 18 de l'AM du 26/11/2012 ;
- Justifier de l'installation des détecteurs de fumées dans les locaux techniques conformément aux dispositions de l'article 19 de l'AM du 26/11/2012.

## **Article 2**

Les délais fixés à l'article 1 du présent arrêté courent à compter de la date de notification à l'exploitant.

## **Article 3 : Sanctions administratives**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté ne serait pas satisfaite dans les délais prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, les sanctions prévues par le paragraphe II de l'article L. 171-8 du même code.

## **Article 4 : Délais et voie de recours**

Conformément aux articles L.171-11 et suivant du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans un délais, prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative, de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la présente décision.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

## **Article 5 : Notification et publicité**

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Savoie pendant une durée minimale de deux mois.

## Article 6 : Exécution

Madame la Secrétaire générale de la préfecture de la Savoie, monsieur le Directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Savoie et monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône Alpes, en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée au maire de La Bathie.

Chambéry, le

**10 JUL. 2020**

Le préfet

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large loop on the left and a more complex, scribbled pattern on the right.

Pour le Préfet et par délégation  
La Secrétaire Générale,

Juliette PART